



**STOP A LA DICTATURE DE LA RIGUEUR !
NON A L'AUSTERITE DE DROITE, DE GAUCHE OU
SYNDICALE !
ARRET DE LA RGPP !**

Le plan d'austérité décidé par le gouvernement s'ajoute à toutes les décisions déjà prises depuis plusieurs années qui visent à réduire le « coût du travail » et les dépenses publiques, au travers de la sinistre RGPP.

Nous en connaissons toutes les antiennes, du type : *il y a trop de fonctionnaires, l'Etat ne peut pas tout faire, le privé gère mieux que le public, les usagers- citoyens seraient des clients, etc.*

Dans les faits, le gouvernement vise surtout à poursuivre la diminution des dépenses publiques pour diminuer dans le même temps la fiscalité sur les plus aisés et les grandes entreprises.

Depuis 2008, au nom du remboursement de la dette et de la réduction des déficits publics exigés par l'Union Européenne et le FMI, le gouvernement arrose les spéculateurs et les banquiers et assèche les rentrées fiscales. Le déficit est ainsi passé de 51 à 142 milliards de 2007 à 2010.

Et maintenant, comme en Espagne, en Grèce, au Portugal, les salariés français devraient payer la note !

Résultats :

- Le budget 2011 de la DGFIP et des autres administrations du ministère, déjà amputé par la loi de finances rectificatives de juillet 2011, est à présent totalement exsangue, à tel point que les demandes de réparation ou de remplacement de matériel ne sont satisfaites qu'au compte- goutte, et encore la plupart du temps par le réemploi de matériels déclassés. L'enveloppe octroyée aux CHS représente une goutte d'eau par rapport aux besoins exprimés !
- Alors que la RGPP taille jusqu'à l'os les services de l'Etat, le gouvernement réaffirme son intention de maintenir les suppressions d'emplois 2012 au même niveau qu'en 2011.

En accord avec la confédération Force Ouvrière, nous disons : la dette n'est pas celle des salariés.

Les allègements fiscaux et autres exonérations en tous genres pour les employeurs se multiplient depuis 1982. Cela représente un manque à gagner pour l'Etat de 140 milliards d'euros chaque année, c'est à dire l'équivalent du déficit annoncé !

Avec la confédération Force Ouvrière, nous disons : STOP à l'austérité et à la dictature de la dette.

Pour gagner, il faut l'action commune sur des revendications communes, la grève interprofessionnelle « pour bloquer le pays ».

Avec la confédération Force Ouvrière, nous disons : priorité aux revendications des salariés :

- 5 % d'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux
- 200 € tout de suite pour le SMIC, une prime de transport de 400 € minimum
- Stop à la RGPP, annulation des suppressions de postes dans la Fonction Publique
- Arrêt des licenciements, relance des préretraites dans le secteur privé
- Abrogation des lois Fillon sur les retraites.

**LE 20 OCTOBRE 2011, POUR FAIRE ABOUTIR
VOS légitimes revendications**



VOTEZ et faites VOTER

- ***POUR LES CANDIDATS F.O. - DGFIP***